

La directive européenne n° 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement a été transposée dans le droit français par l'ordonnance n° 004-489 du 3 juin 2004. Cette transposition a conduit à soumettre certains documents d'urbanisme à la démarche d'évaluation environnementale, telle que définie aux articles L.121-10 et suivants du code de l'urbanisme.

1. Contexte et enjeux

- Une nouvelle procédure
- Les critères de caractérisation des incidences de l'annexe II de la directive européenne

2. Déroulement de la procédure

- Quand réaliser la saisie ?
- Quand intervient la décision de l'autorité environnementale
- Les voies de retours possibles

3. Documents d'urbanisme concernés par un examen au cas par cas

- PLU
- Cartes communales

4. Formulation de la demande

- Contenu de la demande
- Transmission de la demande

5. Paysage réglementaire



• Le contentieux européen sur le champ de l'évaluation environnementale

La Commission européenne avait attiré l'attention de la France (et adressé en octobre 2009 une mise en demeure) sur la transposition incomplète et incorrecte de la directive précitée relative à l'évaluation environnementale, tant pour les documents d'urbanisme que l'ensemble des plans et programmes.

Cela concerne l'article 3 de la directive et son annexe II, relatifs au champ d'application de l'évaluation environnementale. La France avait en effet traduit les critères de la directive par des listes limitatives de plans et programmes, ne permettant pas une analyse au cas par cas de la susceptibilité d'incidences notables sur l'environnement, comme le suggère la directive. En réponse, la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement et le décret d'application 2012-995 du 23 août 2012 ont complété le champ de l'évaluation environnementale pour les documents d'urbanisme, en élargissant la liste des documents concernés et en introduisant un examen au cas par cas préalable à la décision de conduire une évaluation pour certains d'entre eux.

• Une nouvelle procédure, l'examen au cas par cas

Les évolutions concernent principalement les critères pour les PLU et l'entrée des cartes communales dans le champ de l'évaluation. Ainsi, certains PLU et certaines cartes communales font l'objet d'une évaluation systématique. Tous les autres PLU et certaines cartes communales font l'objet d'une évaluation, s'ils sont susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement pour les premiers et si elles sont susceptibles d'affecter de manière significative un site Natura 2000 pour les

secondes. La décision est prise, après un examen au cas par cas, par "l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement" (autorité environnementale) qui doit être saisie par le maître d'ouvrage. A noter que les dispositions sont inchangées pour les SCoT qui sont systématiquement soumis à évaluation environnementale. Une référence explicite à l'annexe II de la directive est désormais faite pour définir les incidences notables sur l'environnement.



Les critères de caractérisation des incidences de l'annexe II de la directive européenne

- la probabilité, la durée, la fréquence et le caractère réversible des incidences,
- le caractère cumulatif des incidences,
- la nature transfrontière des incidences,
- les risques pour la santé humaine ou pour l'environnement (à cause d'accidents, par exemple),
- la magnitude et l'étendue spatiale géographique des incidences (zone géographique et taille de la population susceptible d'être touchée),
- la valeur et la vulnérabilité de la zone susceptible d'être touchée, en raison :
 - . de caractéristiques naturelles ou d'un patrimoine culturel particuliers,
 - . d'un dépassement des normes de qualité environnementales ou des valeurs limites,
 - . de l'exploitation intensive des sols,
- les incidences pour des zones ou des paysages jouissant d'un statut de protection reconnu au niveau national, communautaire ou international.

érroulement de la procédure

• Quand réaliser la saisie ?

La saisie de l'autorité environnementale doit intervenir à un stade précoce dans l'élaboration du document d'urbanisme, sachant toutefois que des premiers éléments d'analyse sont nécessaires pour apprécier si le PLU ou la carte communale est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et assurer l'instruction de la demande. Le tableau ci-dessous reprend les éléments indiqués par le code de l'urbanisme (article R. 121-14-1) et quelques recommandations complémentaires.

Le moment de la saisie et donc de la décision peut apparaître relativement tardif dans la procédure d'élaboration du PLU ou de la carte communale, et

sembler pénaliser le planning global en cas de décision positive. On rappellera toutefois que dans tous les cas le rapport de présentation, du PLU comme de la carte communale, doit comporter un état initial de l'environnement et une analyse des incidences sur l'environnement. Cette démarche entreprise précocement permettra de disposer des éléments nécessaires à la saisie de l'autorité environnementale. En cas de décision positive, il s'agira de poursuivre et approfondir cette première analyse pour s'inscrire dans la démarche d'évaluation environnementale au sens de la directive européenne et constituer le rapport de présentation défini par l'article R. 123-2-1 pour les PLU et R. 124-2-1 pour les cartes communales.

• Quand intervient la décision de l'autorité environnementale ?

L'autorité environnementale est le Préfet de département pour les PLU (sauf dans le cas de certaines déclarations de projet adoptées par l'Etat dans le cadre de la mise en compatibilité du PLU, l'autorité qui adopte la déclaration de projet ne pouvant être la même que l'autorité environnementale). C'est le Préfet de région qui est autorité environnementale pour les cartes communales, car elles sont adoptées par le Conseil municipal et le Préfet de Département.

L'autorité environnementale dispose d'un délai de 2 mois (à compter de la réception des informations transmises par le maître d'ouvrage) pour notifier la décision de soumettre ou non à une évaluation environnementale le PLU ou la carte communale. L'absence de décision au terme de ce délai vaut obligation de réaliser une évaluation environnementale. Dès réception de l'ensemble des informations nécessaires pour l'examen au cas par cas, l'autorité environnementale en accuse réception, en indiquant la date à laquelle est susceptible d'intervenir une décision implicite.

La décision est motivée et prise au regard des informations fournies et des critères de l'annexe II de la directive (voir ci-dessus). La carte communale sera soumise à évaluation s'il est établi qu'elle est susceptible d'affecter de manière significative le (ou les) site(s) Natura 2000 concerné(s). La décision de l'autorité environnementale

fait l'objet d'un arrêté préfectoral publié sur son site internet (article R121-14-1(V)). Elle devra être jointe (y compris dans le cas d'une dispense), le cas échéant, au dossier d'enquête publique.

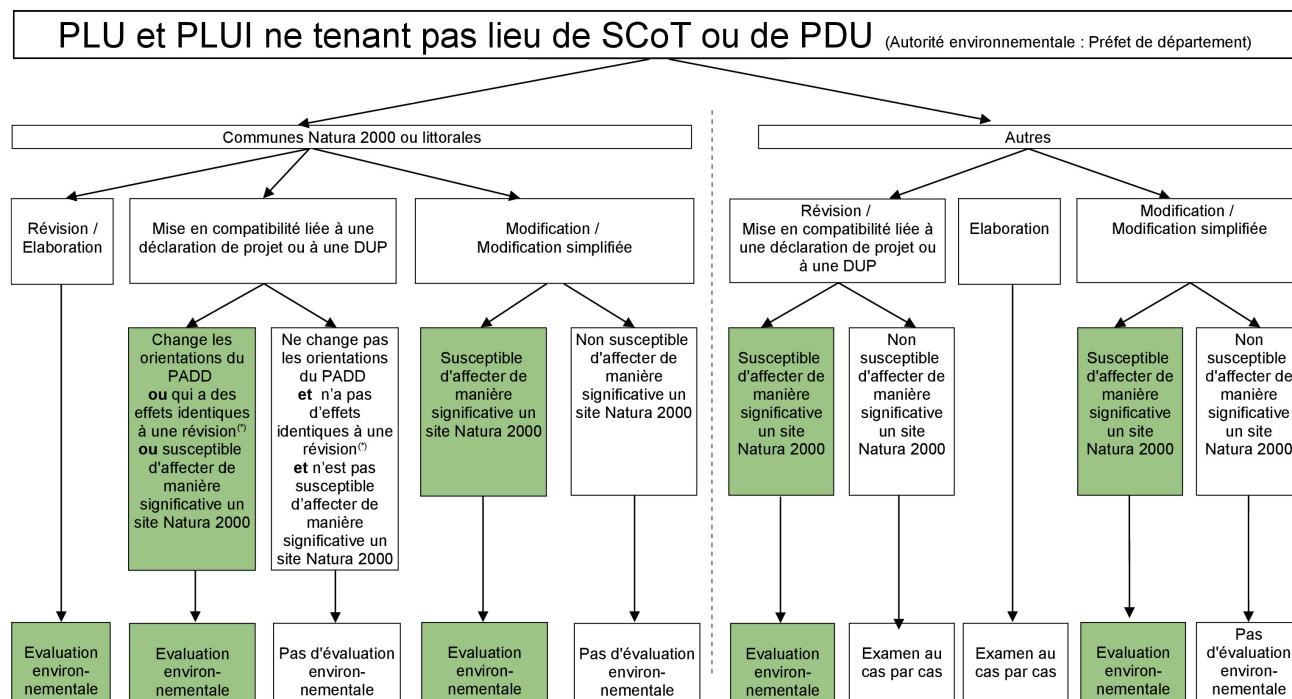
• Les voies de recours possibles

La décision prescrivant la réalisation d'une évaluation environnementale, qu'elle soit explicite ou implicite, est une décision susceptible de recours contentieux devant le juge administratif. A peine d'irrecevabilité, tout recours contentieux contre la décision imposant la réalisation d'une évaluation environnementale doit être précédé d'un recours administratif préalable devant l'autorité administrative de l'État compétente en matière d'environnement qui a pris la décision.

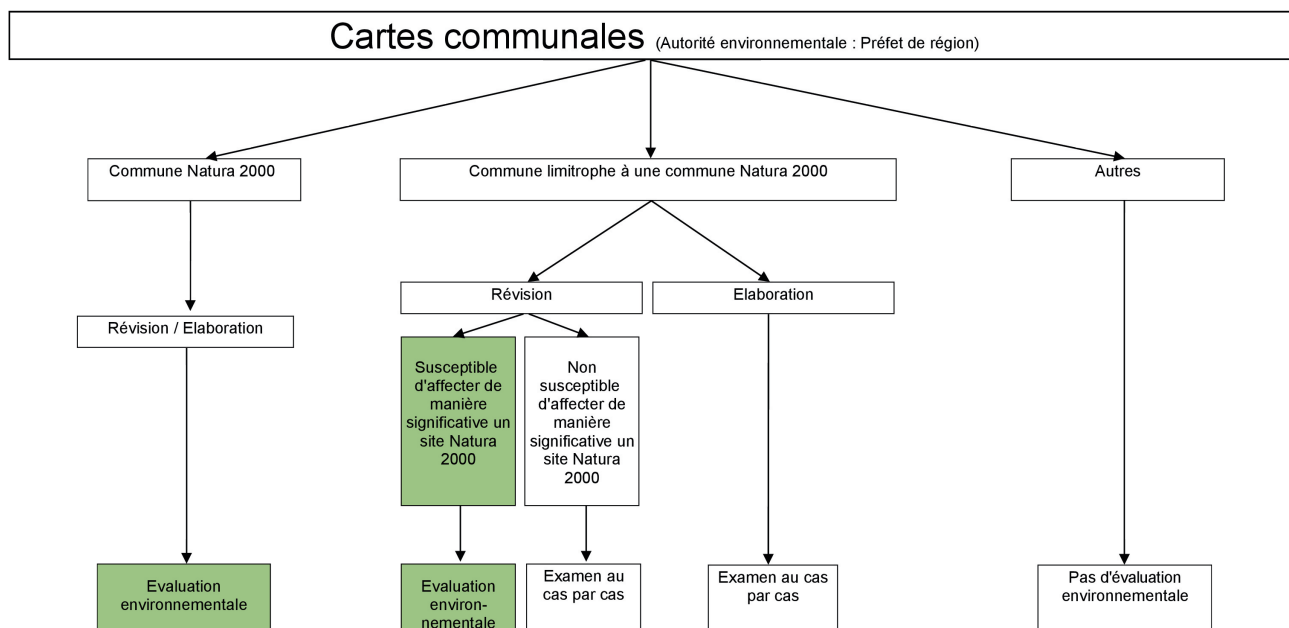
- Recours gracieux formé dans le délai de deux mois auprès du Préfet de département.
- Recours hiérarchique formé dans le délai de deux mois auprès du Ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.
- Recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Poitiers dans les deux mois suivant soit la notification/publication de la décision soit le rejet du recours gracieux ou hiérarchique.

Documents d'urbanisme concernés par un examen au cas par cas

Les schémas ci-dessous précisent les cas de figure où les PLU et cartes communales, ainsi que leurs évolutions, peuvent être soumis à évaluation environnementale après examen au cas par cas, en application des articles R121-14(III) et R121-16 (2°, 4°c, 5°b) du code de l'urbanisme.



* : Réduction d'un EBC, d'une zone A ou N, d'une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites des paysages ou des milieux naturels ou prévoyant une évolution de nature à inclure de graves risques de nuisance



• Contenu de la demande

L'autorité environnementale doit être saisie par un courrier signé par le maître d'ouvrage du PLU ou de la carte communale demandant la réalisation de l'examen au cas par cas. En Poitou-Charentes, la DREAL a délégué des Préfets (de région et de département) pour l'instruction des demandes d'examen au cas par cas. Ainsi, le courrier peut être transmis directement à la DREAL pour instruction. Ce courrier est mis en ligne sur le site internet de la DREAL.

Le maître d'ouvrage transmet également à l'autorité environnementale les informations suivantes :

- une description des caractéristiques principales du plan, schéma, programme ou document de planification, en particulier la mesure dans laquelle il définit un cadre pour d'autres projets ou activités ;
- une description des caractéristiques principales, de la valeur et de la vulnérabilité de la zone sus-

ceptible d'être touchée par la mise en œuvre du plan, schéma, programme ou document de planification ;

- une description des principales incidences sur l'environnement et la santé humaine de la mise en œuvre du plan, schéma, programme ou document de planification.

Aucun formulaire n'existe concernant cette demande mais il convient néanmoins que les informations citées ci-dessus soient présentes. Le maître d'ouvrage pourra avantageusement s'appuyer sur les documents de travail réalisés par son maître d'œuvre (prestataire public, privé, maîtrise d'œuvre en régie) dans le cadre de la procédure d'élaboration ou d'évolution de son document d'urbanisme. En général, ces éléments sont suffisants pour permettre à l'autorité environnementale de statuer sur la demande d'examen au cas par cas.

• Transmission de la demande : 3 possibilités sont offertes

- Transmission par voie électronique



Déposez votre demande sur l'interface d'envoi suivante :

<http://melanissimo.developpement-durable.gouv.fr>

où vous préciserez le destinataire : ee-casparcas-pc@developpement-durable.gouv.fr.

- Transmission par pli recommandé avec accusé de réception



Adressez votre demande dans la mesure du possible avec une copie numérique (clé USB ou CD ROM) à :

Monsieur / Madame le Préfet de département / région
Service Connaissance des Territoires et Évaluation
Division Intégration de l'environnement et Évaluation (SCTE-DIEE)
15 rue Arthur Ranc - BP 60539 - 86020 Poitiers CEDEX

- Dépôt en mains propres



Déposez une demande, et dans la mesure du possible une copie numérique (clé USB ou CD ROM) à l'adresse suivante :

DREAL Poitou-Charentes
Service Connaissance des Territoires et Évaluation
Division Intégration de l'environnement et Évaluation (SCTE-DIEE)
15 rue Arthur Ranc - BP 60539 - 86020 Poitiers CEDEX

Horaires d'ouverture : du lundi au vendredi (hors jours fériés) de 9h-12h et de 14h-17h

Un récépissé vous sera délivré lors du dépôt de votre demande.

Pour toute demande de renseignement sur la manière de formuler votre demande vous pouvez contacter l'autorité environnementale compétente Mél. : ee-casparcas-pc@developpement-durable.gouv.fr



**Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
de Poitou-Charentes**



15 rue Arthur Ranc - CS 60539
86020 POITIERS cedex
Tél. 33 (0)5 49 55 63 63 - Fax. 33 (0)5 49 55 63 01
www.poitou-charentes.developpement-durable.gouv.fr

Directrice de publication : Marie-Françoise Bazerque

Rédacteur : service connaissance des territoires et évaluation
division de l'environnement et évaluation

Contact : Fabrice Pagnucco

Courriel : diee.scte.dreal-pch@developpement-durable.gouv.fr

Impression en interne